

Les migrations internationales: une malédiction ou bénédiction?

Saïb Mohamed Musette

Les visions croisées des migrations internationales donnent le vertige tant les discours dominants actuels. Elles sont entachées de clichés et autres mirages. C'est une véritable Tour de Babel ou tout le monde parle mais personne n'écoute l'autre. Chacun fait semblant de comprendre. Après les émotions, les images choquantes diffusées et/ou manipulées, on croit savoir connaître les « causes profondes » des mouvements migratoires. Un système de gouvernance mondiale des migrations peut-il exister ? Utopie ou réalité ? Une bénédiction ou une malédiction ? La recherche d'un consensus mondial est soi un aveu même de l'existence d'un « dissensus », d'une contradiction, de vues opposées, des dispositions antagoniques au sein des instances, qu'elles soient nationales, régionales ou internationales.

Des pseudos crises, ayant générés des mouvements brusques plus attendus que surprenants, sont mises en images qui alimentent en continu les media lourds. Ces crises seraient provoquées par des schémas de « gouvernance » mal compris. La confusion s'installe durablement devant des flux qui redoublent d'intensité dans un décor préfabriqué avec des chiffres qui présentent des masses humaines, tirés des laboratoires d'idées préconçues.

Une masse de littérature a surgit du néant pour conjurer le sort des peuples, condamnés à circuler à visage découvert devant des portes de contrôles invisibles – avec tout un screening système sophistiqué. Toutes les pistes sont surveillées par des satellites, des observatoires qui naissent et meurent après avoir éclairées des routes nouvelles et anciennes empruntées par des hommes, des femmes et des enfants sans savoir vers où ils se dirigent.

C'est dans ce décor que les continents, des régions du monde échangent des « bonnes pratiques » devant établir un pacte mondial qui doit devenir « contraignant » sur les migrations internationales. Nous avons besoin de rêver d'un monde meilleur même si l'espoir s'éloigne chaque jour un peu plus, avec la multiplication des murs au niveau des frontières, censées être plus ouvertes en ce siècle.

Cette tribune est ouverte pour faire entendre d'autres voix, d'autres sons de cloches, d'autres appels, d'autres issus sur les flux migratoires qu'aucune mesure sécuritaire exclusivement ne saurait arrêter. Les hommes sont condamnés à migrer pour vivre et survivre. Le droit à la vie et à la mort n'est pas une affaire d'Etat. Loin des discours dominants, reproduits sans cesse par des portes voix, cette tribune vise à offrir un espace d'expression libre des migrants et des analystes des économies dominées, en état de survie à la périphérie d'un processus de globalisation ou de mondialisation ou encore d'internationalisation, réversible à tout moment.

Les discours des économies dominants sont voilés d'une certaine myopie, une fausse cécité qui dénature des rapports sociaux, entretenus par des thématiques censées « guidées » les connaissances produites sur les migrations internationales, autour des « piliers », savamment construits sur des approximations.

- Les rapports entre **Migrations et Développement** sont balisés autour des « transferts d'argent » des migrants vers des non-migrants, de la mobilité des compétences, du retour des migrants vers les pays d'origine. Toutes ces thématiques cachent des contre vérités. Les transferts d'argent ne peuvent se transformer en investissement. La mobilité des compétences est en fait une fuite organisée des cerveaux des zones incapables de se défendre. Le retour des compétences est un mythe entretenu pour que les économies dominées investissent d'avantage dans le capital humain pour l'exportation « gratuite » vers les économies dominantes.
- **Les migrations régulières** sont enchâssées dans les interstices d'un marché du travail, censé appeler à devenir sans frontières. Ce millénaire s'ouvre avec une pénurie de main d'œuvre qualifiée que les économies dominantes ont besoin pour le maintien de leur croissance et du bien être de leurs populations, malgré le progrès fulminant de la technologie, de la robotisation des entreprises. Des « chasseurs de têtes » sont engagés pour prendre ces compétences nécessaires là où il y en a, sans règles ni éthiques.
- Les **migrations irrégulières** des personnes de « bas niveaux » sont interdites. Des mesures de protection et de sécurisation des frontières sont érigées partout dans le monde. Même certaines économies dominées s'engagent dans cette interdiction de circuler, moyennant quelques menus avantages, pour arrêter des flux qui dérangeraient la sérénité et qui perturberaient la paix des pays surs et censés être stables. Toutes les voix sont réveillées et entretenues par des pseudo-nationalistes, souvent eux-mêmes des anciens migrants, devenus à leurs tours des gardiens du temple où la richesse pillée est sauvegardée.
- La **protection des droits humains** des migrants, en situation régulière ou irrégulière, est supposée être un droit acquis par l'humanité. Qu'ils s'agissent du droit à la vie, du droit au logement, du droit à la santé, à l'éducation, à la dignité tout cour notamment pour les personnes vulnérables... ces droits sont mis en échec par ceux-là mêmes qui se disent respectueux des Droits de l'Homme. Au nord comme au sud, les migrants vulnérabilisés sont enfermés, emprisonnés, vendus malgré l'existence des conventions devant assurer les droits élémentaires à la vie.
- **Les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés** sont scandés comme étant un devoir de la « communauté internationale », formée essentiellement par la triade, qui ont accaparé la richesse du monde et de la planète terre. Ce devoir est à géométrie variable et ouvre la voie à des organisations humanitaires qui s'alimentent des donations des économies dominantes.

Ces piliers, structurant les discours des économies dominantes, relayés par des organisations et des agences internationales méritent une *déconstruction sociétale* des discours des pseudo-savoirs construits pour cerner les motifs cachés et profondes, les gains et les pertes des uns et des autres.

Le monde est aujourd'hui à la croisée des chemins, des routes, des autoroutes qui sont surveillés à partir des satellites. Tout mouvement est observé, numérisé au détriment des droits à la liberté de la circulation des biens et des personnes. Chacun s'érige en gendarme et montre ses muscles, avec ou sans moyens réels de contrôler des règles qui changent au gré du moindre dépassement autorisé, facilité ou non. Des autoroutes sont ainsi ouvertes sans qu'il ait des codes de circulation, universellement admis, entre les pays.

Des questions fusent de tout part, sur la base des paradigmes, des théorèmes construits à travers des approximations, collectées et réunies dans des « fact sheets », des profils de pays, censés être des références objectives et sans failles. Ces données, plus quantitatives que qualitatives, font objet aussi des projections et des prévisions d'actions à engager, à travers un procédé de priorisation qui laisse peu de place aux facteurs imprévus et aux aléas liés aux changements climatiques qui menacent des zones entières de plusieurs régions du monde. Des déplacements massifs peuvent ainsi attendus dans les conditions actuelles de notre environnement, toute chose égale par ailleurs.

En considérant les migrations internationales comme « analyseur » des rapports sociaux entre les différentes sociétés, il est notable qu'il existe des pays à très faible taux de mobilité et d'autres à très forte mobilité. L'explication des mouvements proviendraient alors du croisement des forces endogènes et exogènes qui exercent des pressions sociales ou faibles sur les flux migratoires internationaux. Toutes les régions du monde sont traversées, de nos jours, à des convulsions souvent exacerbées par les inégalités criantes entre les différentes couches sociales, entre les différents niveaux de développement économique, social et culturel des pays, entre les différents régimes politiques qui s'affrontent dans des luttes ouvertes ou cachées. L'impact sur le bien être est ainsi complexe et ne se mesure pas à l'aune des quelques indicateurs subjectifs du bonheur dans un pays ou dans un autre.